

## NOTE D'INFORMATION

### **LE GOUVERNEMENT ET LA MINUSCA SOULIGNENT L'IMPORTANCE DE L'INITIATIVE AFRICAINE POUR RÉSOUDRE LA CRISE EN RCA**

Bangui, le 18 juillet 2018 - Les porte-parole du Gouvernement centrafricain et de la MINUSCA ont réaffirmé mercredi à Bangui, l'importance de l'initiative de l'Union Africaine (UA) pour la paix et la réconciliation en République Centrafricaine. Les deux institutions s'exprimaient à Bangui, à l'occasion de leur conférence de presse bimestrielle conjointe.

Le ministre de la Communication et des médias et porte-parole du Gouvernement, Maxime-Ange Kazagui, a rappelé les objectifs de l'initiative de l'UA, destinée "à faciliter le désarmement pour aller au DDR et vers la sécurité dans le pays". "Le format de cette initiative stipule que c'est un dialogue entre le Gouvernement et les groupes armés", précisant que pour d'autres secteurs comme la société civile et les partis politiques, il s'agit de consultations.

Pour sa part, le porte-parole de la MINUSCA, Vladimir Monteiro, a indiqué que l'initiative est soutenue par les Nations Unies et a rappelé la déclaration présidentielle du Conseil de sécurité du 13 juillet 2018, qui "réaffirme son soutien à l'initiative africaine pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine et à sa feuille de route, qui constituent le principal cadre pour une solution politique (...) comme les autorités centrafricaines en ont convenu et sous leur direction".

Le porte-parole de la MINUSCA est revenu sur d'autres points de la déclaration, notamment le soutien au "Président Faustin-Archange Touadera dans ses efforts pour la paix et la stabilité en RCA et exhorte les autorités centrafricaines à prendre, sans délai, toutes les mesures nécessaires pour faire progresser le dialogue avec les groupes armés". Quant aux groupes armés, le Conseil les exhorte à "cesser toutes formes de violence (...) et de participer dans un esprit constructif au processus de paix". Selon le porte-parole, "cette déclaration est une preuve supplémentaire de l'attachement et de l'attention du Conseil de sécurité des Nations Unies et de la communauté internationale à la situation sécuritaire, politique et humanitaire en RCA".

Les autres points abordés par les porte-parole du Gouvernement centrafricain et de la MINUSCA ont porté sur la situation sécuritaire à Bambari et Bria, l'ouverture de la session criminelle à Bangui ainsi que le récent reportage diffusé sur une chaîne internationale, axé sur la ville de Ndélé (nord) et l'un des leaders du Front Populaire pour la Renaissance de Centrafrique (FPRC). Selon le porte-parole du Gouvernement, "ce reportage est un foisonnement de preuves à charge pour ces groupes armés quant à leur réelle volonté de réellement entrer dans le processus qu'ils ont signé mais qu'ils continuent de bafouer. Nous avons eu pendant 30 minutes, les preuves concrètes avec ces groupes armés en train d'exploiter nos richesses et de s'équiper". Quant au porte-parole de la MINUSCA, il a qualifié d' "inacceptables certaines déclarations de ce leader et a mis en garde le FPRC, soulignant que la Mission "ne tolérera aucune tentative de déstabilisation des institutions légitimes centrafricaines ».